

L'ORDRE EURO-ATLANTIQUE MET LE FEU AU MONDE !

PLUS QUE JAMAIS, LE FREXIT PROGRESSISTE EST LA SEULE ALTERNATIVE POSSIBLE !

Déclaration du Secrétariat national du PRCF

18 novembre 2025

Le lundi 17 novembre 2025 a marqué une nouvelle étape dans la fuite en avant vers la guerre prônée par les tenants de l'ordre euro-atlantique. En effet, chantre d'une « économie de guerre », Emmanuel Macron a salué une « nouvelle étape franchie » à travers la signature d'un accord qui « permet un renforcement substantiel de notre capacité de défense. » C'est ainsi qu'il a décidé que « l'Ukraine pourra recevoir 100 avions Rafale, quatre des radars français, huit systèmes de défense anti aérienne, six systèmes de lancement de bombes ». Autrement dit, en livrant des armes françaises pouvant atteindre le territoire de la Fédération de Russie, **le despote de l'Elysée expose directement la France à la menace d'une confrontation avec cette dernière.**

Dans le même temps, le fascisant Donald Trump n'a pas exclu une possible intervention armée terrestre pour renverser la République bolivarienne du Venezuela. Et ce, sous couvert de combat contre le narcotrafic, afin d'en finir avec le pseudo « parrain de la drogue » Nicolas Maduro.

Parallèlement, les tenants de l'ordre euro-atlantique se démarquent par leur **silence assourdissant au sujet du génocide du peuple palestinien en cours**, la famine s'intensifiant et près de 132.000 enfants de moins de cinq ans étant menacés de malnutrition aiguë d'ici juin 2026. Famine totalement niée par la théocratie fasciste d'Israël et, semble-t-il, par les régimes euro-atlantiques qui le soutiennent.

Pour preuve : le secrétaire de l'UD CGT du Nord, Jean-Paul Delescaut, condamné en tant que prétendu « apologiste du terrorisme » en mars 2024, sera jugé en appel le mardi 2 décembre à Douai. Il est évidemment préférable pour la Macronie de taper sur les syndicalistes de combat plutôt que d'entendre la colère sociale croissante, mais que l'Intersyndicale cadennasse dans le cadre des journées saute-moutons, à l'image de celle lancée par Sophie Binet pour le mardi 2 décembre.

Cela ne signifie pas que les travailleurs ne doivent pas en être, au contraire ! Mais force est de constater que cette stratégie perdante n'a débouché sur strictement rien depuis 30 ans, si ce n'est des échecs à répétition et un découragement dans les luttes.

Tout comme ce n'est pas que ce genre de stratégie qu'il faut compter, **les illusions au sujet de la « feue NUPES » doivent cesser une bonne fois pour toutes**, au moment où le Parti dit « socialiste » poursuit

son opération électorale de pseudo « responsabilité » en soutenant le gouvernement Lecornu II. Ce dernier prévoit pourtant une nouvelle saignée dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS). Et se sachant en probable minorité, le gouvernement Lecornu II, adepte de l'autoritarisme macronien, prépare certainement un passage en force à travers les ordonnances.

Mais il n'y a rien à attendre d'une alliance électorale pour partie composée de partis, le PS et EELV, qui approuvent l'ensemble des résolutions en faveur de l'« économie de guerre » développée depuis des années en France et qui approuvent le « saut fédéral européen » et le soutien au régime pronazi de Kiev. De la même manière, il est regrettable que les directions nationales du PCF et de LFI, malgré quelques positions courageuses sur certains sujets, restent hostiles à une sortie de l'UE du Capital dont il est pourtant plus que jamais urgent d'en sortir au regard de l'adoption envisagée de « l'accord de libre-échange » par Emmanuel Macron.

En réalité, plus les jours passent et plus les travailleurs se retrouvent confrontés à une simple alternative : le camp de la fuite en avant vers la guerre, dans laquelle investissent les pays de l'ordre euro-atlantique au détriment des salaires, des retraites, des services publics, des libertés démocratiques, etc. – et le tout, en détruisant l'indépendance nationale de la France dans le cadre de « l'armée européenne » en cours de constitution ; soit un véritable salut public nécessitant une véritable alternative patriotique et populaire, rouge et tricolore, **alternative rouge et tricolore claire, cohérente et radicale dans un sens révolutionnaire : celle du Frexit progressiste et de la sortie de l'euro, de l'UE, de l'OTAN ET du capitalisme mortifère** afin d'éviter l'arrivée de plus en plus probable du Rassemblement lepéniste au pouvoir.

C'est pourquoi, à ce sujet, le PRCF met en débat douze mesures minimales immédiates pour s'unir en bas et engager ensemble la rupture progressiste comme il l'a annoncé publiquement le 29 octobre 2025. Il est plus que temps que pour les forces franchement communistes et insoumises, pour les syndicalistes de combat, pour les travailleurs en lutte, pour les citoyens patriotes et antifascistes, d'œuvrer à la discussion autour de ces propositions, les plus à même de remobiliser les travailleurs sur des bases de classe et de masse et d'empêcher une arrivée du RN au pouvoir et la fuite en avant irréversible dans la fascisation.

12 MESURES

- 1) **Paix et désescalade de la Baltique à la Corée** en passant par le Donbass, le Proche-Orient, la mer de Chine, le Venezuela (qui doit choisir seul son orientation sociale et politique), Cuba (stop au blocus états-unien !) **Retrait de la France de l'OTAN**, reconstitution d'une armée française uniquement destinée à défendre le territoire et la souveraineté du peuple français ; stop à « l'économie de guerre » !
- 2) **Primat des lois françaises sur les traités et sur les directives européennes**. Si l'UE prétend alors sanctionner la France, elle refusera de verser sa lourde contribution au budget européen. Le PRCF continue de penser que pour reconstruire une France libre et heureuse, il faut sortir de l'euro, de l'UE, de l'OTAN et du capitalisme mais, tout en portant offensivement sa propre ligne politique, il veut tendre la main à ceux qui ne veulent pas encore aller jusque-là et que, tôt ou tard, espérons-le, le comportement destructif de l'UE instruira ! Liberté pour l'État d'emprunter directement à la Banque de France sans passer par les « marchés financiers » et par la BCE ;
- 3) **Abrogation de toutes les contre-réformes maas-trichtiennes** désossant nos retraites, la Sécurité sociale, les indemnités chômage et nos services publics (poste, SNCF, EDF, Équipement, etc.) ; interdiction des délocalisations et des licenciements collectifs, annulation des traités de libre-échange néolibéraux type UE-Mercosur ; annulation de la contre-réforme El-Khomri et des ordonnances Macron inversant la hiérarchie des normes sociales aux dépens des conventions collectives ; plan de titularisation sous statut des précaires du secteur public ; intégration de la sous-traitance aux conventions collectives des très grandes entreprises capitalistes ;
- 4) **Augmentation sensible des petits et moyens salaires et pensions**, contribution des grandes entreprises pour péréquer cette augmentation, **ré-indexation des salaires sur les prix** comme c'était le cas avant le lancement par Delors et Mitterrand de la marche au « franc fort » qui a préparé la mise en place de l'euro calé sur le *Deutsche Mark* ;
- 5) **Nationalisation démocratique des banques, des secteurs-clés de l'énergie, de l'industrie et du gros commerce** (sous le contrôle de l'État, des travailleurs du commerce, des usagers et des petits paysans s'agissant des grandes surfaces), **planification démocratique** visant à **reconstruire le produire en France** tout en ménageant l'environnement. Refus de la financiarisation et de la marchandisation à outrance des activités humaines. Contrôle public et syndical sur les subventions d'État provisoirement accordées au secteur privé et nationalisation sèche des firmes dévoyant l'argent public pour délocaliser sans augmenter les salaires ;
- 6) **Réforme fiscale et sociale** : le Capital doit payer bien plus que le Travail, et les super-riches bien plus que les couches moyennes et populaires, les taxes indirectes doivent baisser ;
- 7) **Taxe sur le fret routier** international transitant par la France de manière à financer la relance d'un **grand service public du ferroviaire** desservant tout le pays et diminuant les pollutions liées au transport ;
- 8) **Abrogation de la contre-réforme Blanquer des lycées et de Parcours Sup**, rétablissement du baccalauréat comme diplôme national permettant de s'inscrire dans la filière de son choix, **lutte résolue contre la paupérisation étudiante** ;
- 9) **Relance et refinancement de la culture française dans toutes ses dimensions** : patrimoine et spectacle vivant, Recherche scientifique, **langue française** à promouvoir de la maternelle à l'Université en refusant le basculement de la France et de l'Europe au tout-globish, reconstruction d'une **Éducation nationale de qualité pour toutes et tous** ;
- 10) Alignement des rémunérations et des carrières féminines sur les standards masculins existants ;
- 11) **Médias : le service public de l'audiovisuel doit être profondément réformé** dans le sens du pluralisme ; les chaînes détenues par les milliardaires seront rendues à la nation pour servir les Lumières et la fraternité ;
- 12) **Convocation d'une Constituante** destinée à instituer une **nouvelle République sociale, indivisible, souveraine et fraternelle** centrée sur l'intervention citoyenne. Avancée des libertés permettant l'intervention du peuple ; combat frontal contre toutes les discriminations ; **démocratisation profonde de l'appareil policier et judiciaire**.

SOUTENEZ LE PRCF ET LES JRCF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom : Prénom :

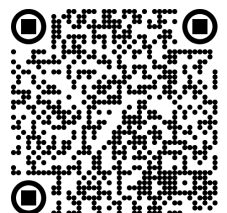
Adresse :

CP : Ville :

Courriel : Téléphone :

A renvoyer à : PRCF, 8 rue du Clos Lapaume ; 92 220; Bagneux

Via
QR code ->



Le PRCF ne reçoit aucune subvention de l'Etat, de l'UE et bien entendu, du MEDEF.

Tous les matériels que le PRCF diffuse sont financés intégralement par les cotisations de nos adhérents, ouvriers, employés, techniciens, étudiants, enseignants, artisans, paysans. Au PRCF personne ne fait carrière et nous sommes tous bénévoles.